

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Catastrophe annoncée ou campagne de peur? Déboulonner les mythes sur les finances publiques du Canada

Par Randall Bartlett, directeur principal, économie canadienne, Marc Desormeaux, économiste principal et Farjad Khan, stagiaire en économie

Faits saillants

Au sortir de la saison budgétaire de 2023, les opinions sur les dépenses, les impôts et les emprunts des gouvernements au Canada ont fusé de partout. Plusieurs voix ont même prédit ni plus ni moins qu'un effondrement financier imminent du pays à la feuille d'érable. Mais cette opinion selon laquelle les finances publiques du Canada sont une catastrophe annoncée est-elle fondée? Ou s'agit-il plutôt d'une campagne de peur qui fait fi des données?

Dans ce billet, nous explorons plusieurs mythes au sujet des finances publiques au Canada, en expliquant en quoi certains sont infondés et en quoi certains autres contiennent une part de vérité.

- ▶ **Mythe no 1 : La dette publique du Canada est beaucoup plus élevée que celle des autres économies avancées.** *Cela est catégoriquement faux.* Le Canada a la dette publique nette la plus faible des pays du G7 et arrive en milieu de peloton en ce qui concerne la dette brute.
- ▶ **Mythe no 2 : La dette publique nette semble bonne, mais uniquement en raison des actifs des régimes de retraite publics.** *Ce n'est pas le cas.* Le ratio de la dette nette au PIB du gouvernement fédéral demeure l'un des plus faibles du G7, même lorsqu'on ne tient pas compte des fonds de sécurité sociale.
- ▶ **Mythe no 3 : La situation financière des gouvernements au Canada est semblable à celle des années 1980 et 1990.** *Pas autant que cela.* Les ratios de la dette au PIB et des intérêts au revenu des gouvernements sont inférieurs à ceux des années 1990. Et compte tenu des taux d'intérêt et de la croissance économique très différents d'à l'époque, cela ne semble pas près de changer.
- ▶ **Mythe no 4 : La dette du gouvernement du Canada est sur une trajectoire insoutenable.** *Pas pour le moment, mais il y a des risques.* Le gouvernement du Canada et le directeur parlementaire du budget ont déterminé que les finances fédérales sont viables. Mais cela suppose que tout se déroulera comme prévu et qu'il n'y aura aucune nouvelle dépense importante. Il existe donc des risques baissiers.
- ▶ **Mythe no 5 : Si l'on inclut les provinces, la dette publique du Canada semble pire encore.** *Non, pas vraiment.* Les provinces canadiennes sont plus endettées que les gouvernements infranationaux d'autres pays du G7, mais cette situation reflète en partie le rôle unique qu'elles jouent dans la fédération. Les surprises positives de la saison budgétaire 2023 amélioreront même les perspectives de durabilité pour certaines d'entre elles.
- ▶ **Mythe no 6 : Les gouvernements au Canada enregistrent des déficits massifs.** *Faux, encore une fois.* Si l'on considère l'ensemble des paliers de gouvernement, le Canada affiche des déficits budgétaires et structurels parmi les plus faibles du G7. Au fédéral, les déficits budgétaires corrigés des variations conjoncturelles demeurent semblables à leurs niveaux historiques.
- ▶ **Mythe no 7 : Les nouvelles dépenses des budgets de 2023 sont toutes inflationnistes.** *Certaines le sont, mais assurément pas toutes.* Au fédéral, la plupart des nouvelles dépenses annoncées dans le budget de 2023 ne sont pas particulièrement inflationnistes. Les mesures provinciales de soutien au coût de la vie pourraient l'être davantage.

Mythe no 1 : La dette publique du Canada est beaucoup plus élevée que celle des autres économies avancées.

Cela est catégoriquement faux.

En pourcentage du PIB nominal, la dette publique brute du Canada, qui comprend le passif total des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ainsi que des régimes de retraite publics, se situe en milieu de peloton au sein des pays du G7 (graphique 1). La dette publique nette, qui équivaut à la dette brute moins les actifs financiers publics comme ceux détenus par les régimes de retraite publics, est encore plus faible en pourcentage du PIB (graphique 2). Des organisations comme le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) reconnaissent toutes que le Canada a le plus faible ratio de la dette nette au PIB du G7. Cela est important, puisque c'est à quoi les investisseurs en obligations souveraines ont tendance à se fier. En effet, des [recherches du FMI](#) ont révélé que la dette nette semble plus appropriée que la dette brute pour évaluer l'incidence de l'endettement sur les écarts de taux d'intérêt.

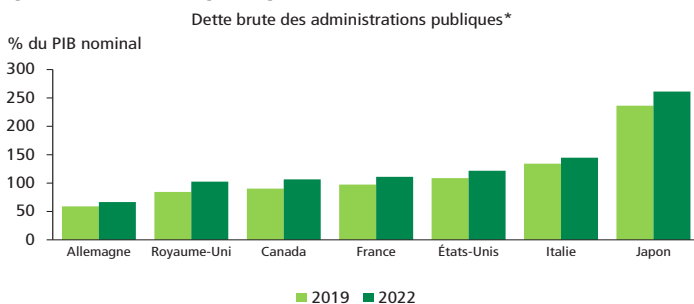
Mythe no 2 : La dette publique nette semble bonne, mais uniquement en raison des actifs des régimes de retraite publics.

Ce n'est pas le cas.

[Les statistiques de finances publiques du FMI](#) permettent des comparaisons entre pays par palier de gouvernement. Au niveau du gouvernement fédéral, ou central, les données du bilan excluant les fonds de sécurité sociale sont disponibles pour la plupart des pays. Cette comparaison est importante, parce que ni le gouvernement fédéral ni les autres paliers de gouvernement au Canada ne peuvent puiser dans ces fonds en cas de crise de l'endettement. Malheureusement, les données du bilan excluant les fonds de sécurité sociale ne sont pas disponibles pour les États-Unis.

Au chapitre de la dette nette du gouvernement central excluant les fonds de sécurité sociale, le Canada continue d'afficher de bons résultats par rapport à ses homologues du G7 (graphique 3). De fait, selon les statistiques de finances publiques du FMI, le Canada les surclasse tous, à l'exception de l'Allemagne (États-Unis non inclus).

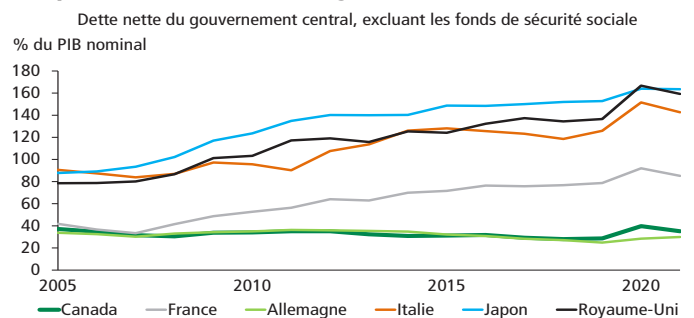
GRAPHIQUE 1 Le Canada se situe en milieu de peloton au sein du G7 pour ce qui est de la dette publique brute



*Les données de 2022 sont une prévision pour les États-Unis, la France et le Japon et une estimation pour tous les autres pays.

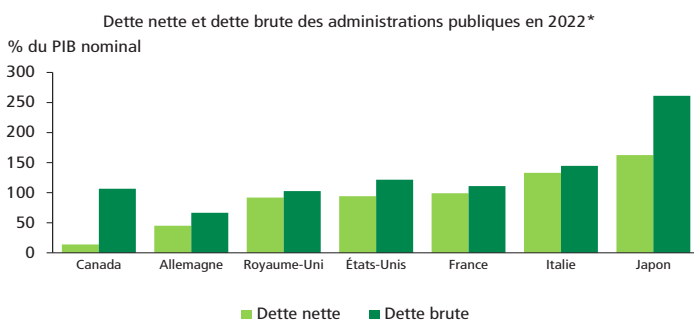
Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 3 La dette nette du gouvernement central du Canada est comparable à celle de l'Allemagne



Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 2 Le Canada a la dette publique nette la plus faible du G7



*Les données de 2022 sont une prévision pour les États-Unis, la France et le Japon et une estimation pour tous les autres pays.

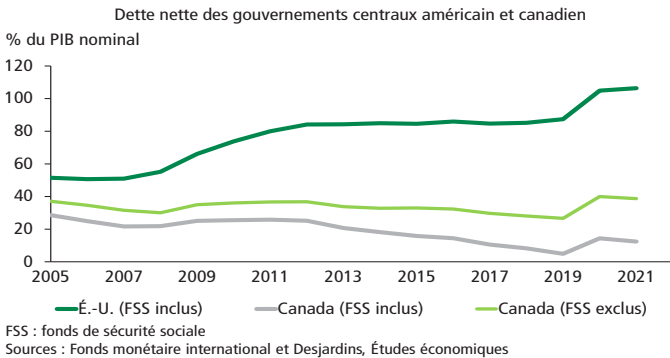
Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

Peut-être plus important encore, lorsqu'on compare la dette nette du gouvernement fédéral canadien à celle de son vis-à-vis américain, le fait d'inclure ou non les fonds de sécurité sociale dans le calcul de la dette nette ne fait aucune différence. Invariablement, la dette nette fédérale du Canada est bien inférieure à celle des États-Unis en proportion du PIB nominal, et l'écart s'est constamment creusé à l'avantage du Canada au fil du temps (graphique 4 à la page 3).

Mythe no 3 : La situation financière des gouvernements au Canada est semblable à celle des années 1980 et 1990.

Pas autant que cela.

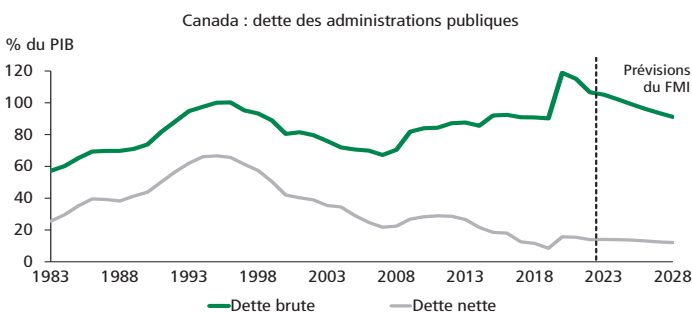
GRAPHIQUE 4
La dette nette fédérale du Canada est bien inférieure à celle des États-Unis



Regardons d’abord la dette de l’ensemble des gouvernements : le FMI estime que non seulement le ratio de la dette nette au PIB ne s’est pas approché du sommet des années 1990 pendant la pandémie de COVID-19, mais qu’il continuera de diminuer à l’avenir (graphique 5). Toutefois, la dette publique brute au Canada a dépassé en 2020 son sommet d’avant la pandémie (atteint en 1996 à un peu plus de 100 % du PIB). Du côté de la dette publique brute, même si celle-ci a récemment baissé en proportion de l’économie, elle reste élevée. Heureusement, le FMI s’attend à ce qu’elle continue de baisser, pour finalement revenir aux niveaux d’avant la COVID-19.

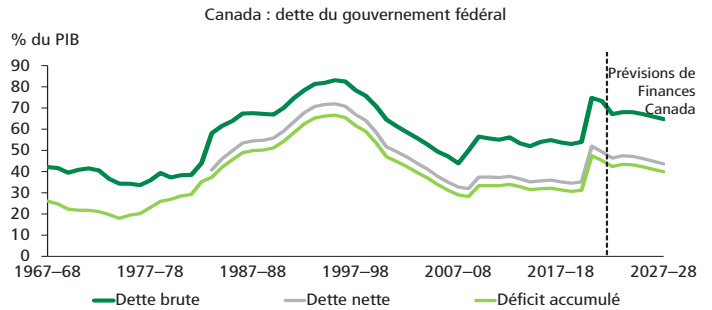
Selon les plus récentes estimations et prévisions concernant la dette fédérale dans le budget de 2023, le ratio de la dette au PIB devrait avoir atteint son sommet au cours de l’exercice 2020-2021. Cela cadre avec les statistiques de finances publiques publiées par Statistique Canada. Le ratio est redescendu depuis et l’on estime qu’il a baissé encore plus rapidement au cours de l’exercice 2022-2023 (graphique 6). Le ministère des Finances du Canada prévoit qu’il augmentera légèrement pendant l’exercice 2023-2024 avant de diminuer graduellement de nouveau. Le plus important à retenir relativement à ce mythe, c’est qu’à aucun moment, pendant ou depuis la pandémie, la dette fédérale en pourcentage du PIB n’a dépassé le sommet des

GRAPHIQUE 5
La dette brute reste élevée, mais la dette nette est demeurée faible



Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 6
Après avoir augmenté rapidement, le ratio de la dette fédérale au PIB est en baisse



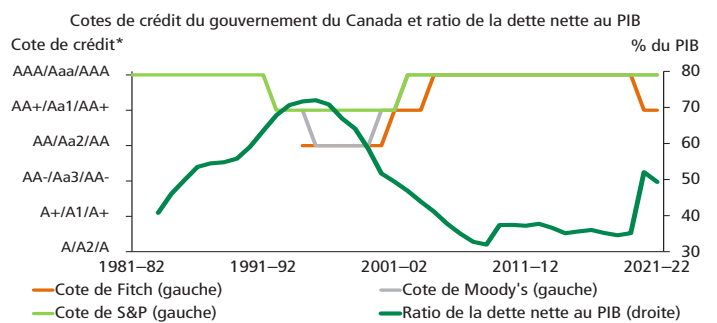
Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

années 1990. Les cotes de crédit du gouvernement du Canada, qui sont restées globalement inchangées au cours des deux dernières décennies (graphique 7), en témoignent.

Aussi, les causes de l’augmentation de la dette fédérale au cours des dernières années sont très différentes de celles du passé. Dans les années 1980 et 1990, les taux d’intérêt élevés expliquaient une bonne partie de l’accumulation de la dette : à un moment donné, près de 40 cents par dollar de recettes fédérales servaient à payer l’intérêt sur la dette (graphique 8 à la page 4). Aujourd’hui, ce chiffre est plus près de 8 cents par dollar, soit un peu plus qu’avant la pandémie. On s’attend à ce qu’il augmente encore jusqu’à un sommet de près de 10 cents par dollar de revenu, selon les prévisions de taux d’intérêt des économistes du secteur privé et les calculs du ministère des Finances du Canada.

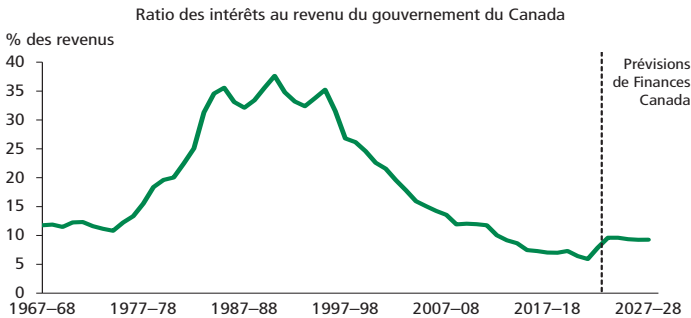
L’ampleur de l’amélioration au cours des 30 dernières années ainsi que la surperformance relative récente apparaissent clairement lorsque l’on compare le ratio des intérêts au revenu du gouvernement du Canada à celui des autres pays du G7 (graphique 9 à la page 4). En effet, le FMI a constaté qu’en 2021 – l’année la plus récente pour laquelle des données sont

GRAPHIQUE 7
La qualité du crédit du gouvernement canadien demeure élevée



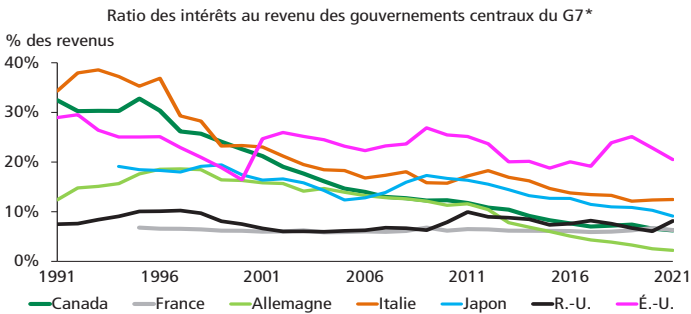
Sources : Bloomberg, Finances Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 8
Les frais d'intérêt fédéraux augmentent, mais devraient demeurer modestes



Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 9
Le Canada a l'un des ratios des intérêts au revenu les plus faibles du G7



* Excluant les fonds de sécurité sociale.
 Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

disponibles –, ce ratio était inférieur à celui des gouvernements centraux de tous les autres pays du G7, sauf l'Allemagne.

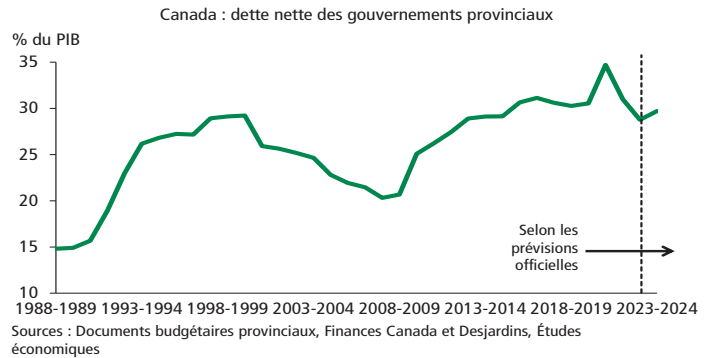
Le gouvernement fédéral n'a pas été le seul palier de gouvernement à s'endetter davantage pendant la pandémie. Les provinces ont elles aussi accumulé des emprunts, quoique dans une moindre mesure (graphique 10). Le ratio de leur dette nette totale au PIB a toutefois diminué plus rapidement qu'au niveau fédéral et s'est probablement établi sous la part du PIB d'avant la pandémie pour l'exercice 2022-2023. Même si l'on s'attend à ce que ce ratio augmente légèrement durant l'exercice en cours, cela reflète davantage la faible croissance du PIB nominal que l'augmentation rapide de la dette des provinces. Les perspectives sont plus mitigées et propres à chaque province pour l'avenir.

Mythe no 4 : La dette du gouvernement du Canada est sur une trajectoire insoutenable.

Pas pour le moment, mais il y a des risques.

Savoir où se situe la dette du gouvernement du Canada par rapport à celle d'autres pays est une chose, mais essayer de voir où elle s'en va en est une autre. Ce mythe n'est donc pas si facile à déboulonner.

GRAPHIQUE 10
Le ratio de la dette nette au PIB des provinces est retombé sous les niveaux d'avant la COVID-19



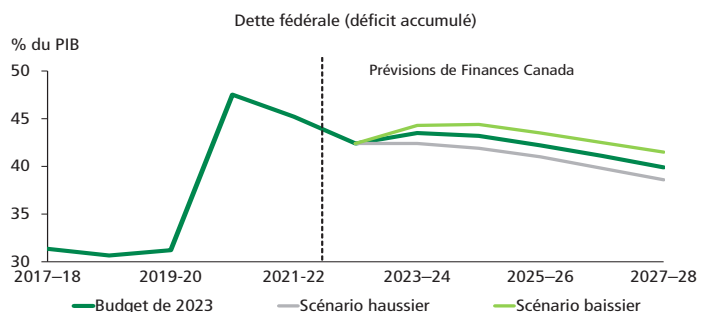
Sources : Documents budgétaires provinciaux, Finances Canada et Desjardins, Études économiques

On peut commencer par examiner le récent budget fédéral de 2023. Le gouvernement du Canada y fournit une prévision de base ainsi que des scénarios à la hausse et à la baisse basés sur différents contextes économiques. Dans tous ces scénarios, le ratio de la dette fédérale au PIB devrait augmenter ou demeurer constant au cours de l'exercice 2023-2024, avant de retrouver une trajectoire descendante à moyen terme (graphique 11). La dette fédérale correspond ici au « déficit accumulé », soit le total du passif moins les actifs financiers et non financiers.

À la fin de [l'annexe 1 du budget de 2023](#), le gouvernement présente également des projections de la trajectoire à long terme de la dette fédérale selon différentes hypothèses économiques. Sans exception, ces scénarios envisagent une baisse du ratio de la dette au PIB au cours des prochaines décennies (graphique 12 à la page 5).

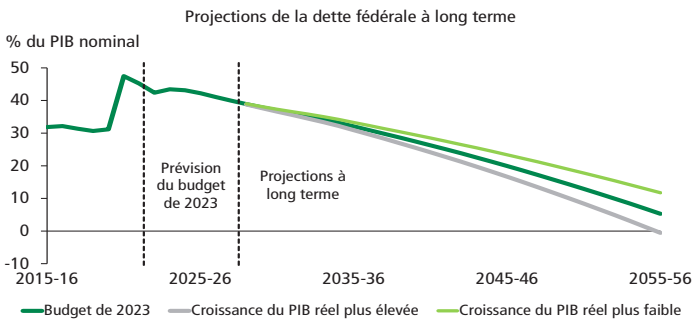
Cela fait écho au travail du directeur parlementaire du budget (DPB) dans son [Rapport sur la viabilité financière de 2022 \(RVF\)](#). Dans cette étude, le DPB conclut que « la politique budgétaire actuelle au Canada est viable à long terme ». En effet, il prévoit que le ratio de la dette nette au PIB du gouvernement fédéral chutera graduellement par rapport aux niveaux actuels (graphique 13 à la page 5). Il importe de souligner que le

GRAPHIQUE 11
La dette fédérale en pourcentage du PIB devrait augmenter avant de diminuer



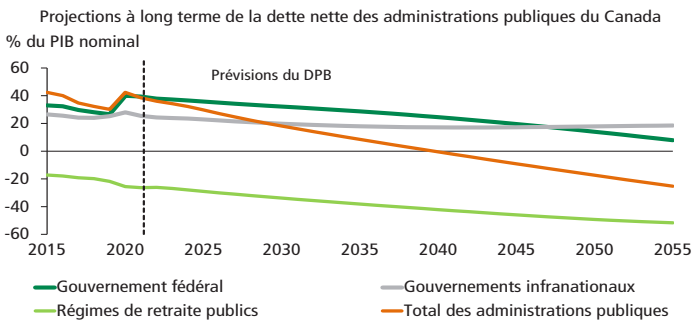
Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 12
Finances Canada prévoit que la dette fédérale demeurera viable



Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 13
Le DPB prévoit que la dette fédérale restera viable

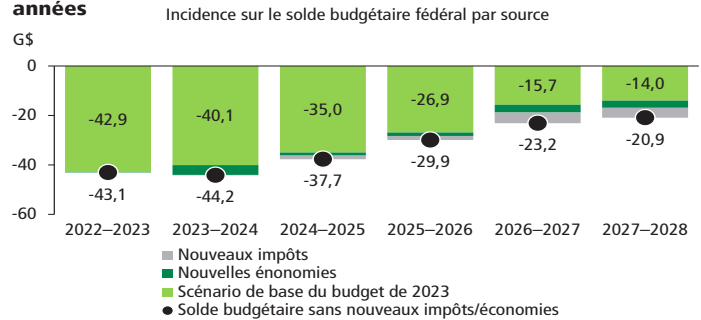


Sources : Directeur parlementaire du budget (DPB) et Desjardins, Études économiques

RVF 2022 a été publié en juillet 2022, et qu’il n’inclut donc ni les nouvelles données économiques, ni les nouvelles mesures présentées dans le budget de 2023 ainsi que dans l’*Énoncé économique de l’automne 2022*. Cela dit, la trajectoire du ratio de la dette fédérale au PIB prévue dans le budget de 2023 est très semblable à celle du budget de 2022, et nous ne nous attendons donc pas à ce que la conclusion change de façon importante.

Dans l’ensemble, le DPB et le ministère des Finances du Canada estiment clairement que les finances fédérales sont sur une trajectoire viable. Toutefois, les prévisions budgétaires à long terme sont très dépendantes des hypothèses qui les sous-tendent. Et dans chacun de ces cas, on suppose que la croissance du PIB nominal et des recettes dépassera la croissance des dépenses de programmes et le niveau des taux d’intérêt. Ces hypothèses font partie intégrante des prévisions budgétaires à long terme, mais il faut beaucoup de détermination pour contenir les dépenses. Si l’on se fie à l’histoire, il y a un risque que les dépenses de programmes fédérales augmentent sensiblement, même en contexte de ralentissement de l’économie et des recettes. En fait, cela a été le cas dans le budget de 2023 – d’où un ratio de la dette au PIB stable ou en hausse pour l’exercice 2023-2024 dans tous les scénarios présentés. C’est aussi

GRAPHIQUE 14
La réalisation des prévisions budgétaires fédérales optimistes dépend de beaucoup de choses, surtout dans les dernières années



Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

pourquoi nous croyons que les risques sont orientés vers de plus grands déficits et une dette plus élevée que ce qui est présenté dans le dernier budget fédéral (graphique 14).

Cela dit, éliminer complètement la dette publique ne devrait pas être un objectif en soi. Un certain niveau d’endettement est nécessaire pour que les marchés de la dette fonctionnent bien en disposant de liquidités suffisantes, particulièrement en période de crise. Emprunter pour investir dans des actifs publics qui stimulent la croissance, comme les infrastructures, est également justifié – et même parfois nécessaire.

Mythe no 5 : Si l’on inclut les provinces, la dette publique du Canada semble pire encore.

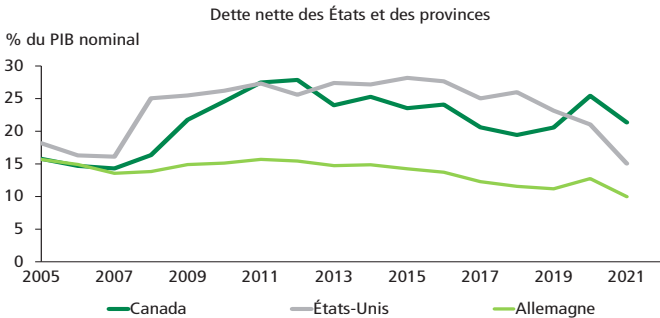
Non, pas vraiment.

La dette publique totale du Canada, qui inclut celles des provinces et du gouvernement fédéral, a le ratio de la dette nette au PIB le plus faible des pays du G7. Cette situation est en grande partie attribuable à l’importance des actifs des régimes de retraite, mais aussi à la dette nette relativement faible du gouvernement fédéral. En revanche, la dette nette totale des gouvernements provinciaux au Canada est supérieure à celle de paliers de gouvernement comparables dans d’autres économies avancées (où ces données sont disponibles), comme les États-Unis et l’Allemagne (graphique 15 à la page 6).

Cela est dû en partie au rôle que jouent les provinces dans la prestation de services publics au Canada. Dans d’autres économies avancées, certains de ces services sont fournis à l’échelle municipale, ce qui donne à penser qu’il vaut mieux comparer le total des gouvernements infranationaux. Mais même ainsi, le Canada se démarque par l’importance démesurée des provinces par rapport à la réalité des autres pays du G7 (graphique 16 à la page 6).

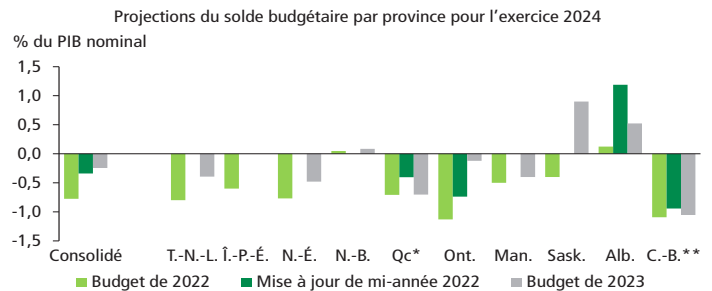
Il est important de souligner, cependant, que toutes les provinces canadiennes ont un niveau d’endettement net inférieur à celui du

GRAPHIQUE 15
Le ratio de la dette nette au PIB des provinces canadiennes est maintenant supérieur à celui des États américains



Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

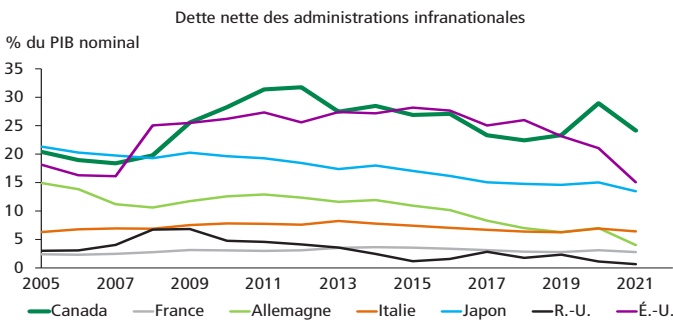
GRAPHIQUE 17
Les soldes budgétaires des provinces se sont améliorés depuis l'an dernier



* Avant les versements au Fonds des générations et l'utilisation de la réserve de stabilisation.
** Prévisions pour le T1 de l'exercice financier 2023.

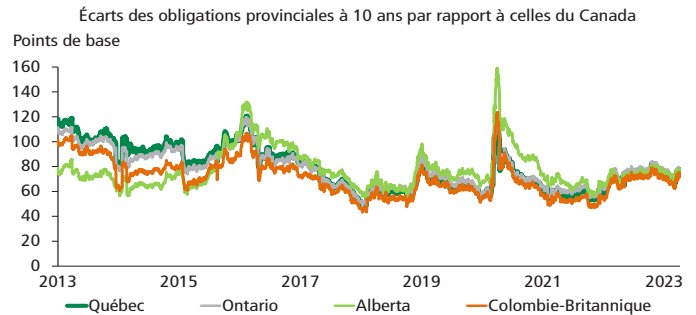
Sources : Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 16
Les gouvernements infranationaux jouent un rôle unique au Canada



Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 18
La dette provinciale coûte plus cher à rembourser que la dette fédérale



Sources : Bloomberg et Desjardins, Études économiques

gouvernement fédéral par rapport à la taille de leur économie. Et cela est encore plus vrai après la saison budgétaire 2023, puisque la situation financière des provinces s'est généralement améliorée au cours de l'exercice 2022-2023, tandis que celle du gouvernement fédéral s'est détériorée (graphique 17). Cela devrait avoir pour effet de réduire le ratio de la dette totale au PIB des gouvernements infranationaux, améliorant ainsi le point de départ des projections à long terme.

Toutefois, comme le DPB l'a souligné dans le RVF 2022, la dette des gouvernements provinciaux n'était pas viable en 2022 (graphique 18). Certaines des raisons expliquant cela sont tout aussi pertinentes aujourd'hui. La première est l'augmentation des coûts des soins de santé en raison du vieillissement de la population. La récente hausse des transferts en santé du gouvernement fédéral devrait aider à atténuer ces effets, mais les provinces continueront de payer la note à mesure que leur population vieillira. Outre l'augmentation à court terme, la taille des transferts fédéraux aux provinces devrait diminuer au fil du temps, ce qui accentuera les pressions budgétaires. Enfin, les obligations de toutes les provinces canadiennes se négocient avec un écart par rapport à celles du gouvernement du Canada, ce qui fait augmenter les coûts d'emprunt. Ainsi, les récentes bonnes nouvelles financières pourraient ne pas durer éternellement.

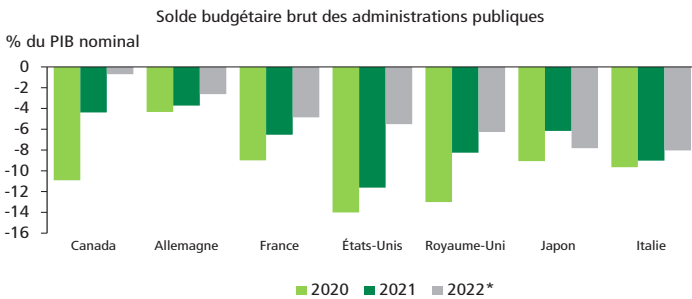
Mythe no 6 : Les gouvernements au Canada enregistrent des déficits massifs.

Faux, encore une fois.

[Selon le FMI](#), le Canada a enregistré l'un des plus faibles déficits budgétaires publics en pourcentage du PIB nominal de tous les pays du G7 au cours de l'exercice 2021-2022 (graphique 19 à la page 7). Cela faisait suite à une importante vague d'emprunts durant la pandémie. À l'avenir, le FMI s'attend à ce que le Canada soit en tête des pays du G7 pour ce qui est de la maîtrise de ses déficits budgétaires. Cela dit, la détérioration des perspectives du solde budgétaire fédéral (graphique 14 à la page 5) sera au moins partiellement compensée par l'amélioration consolidée pour les provinces (graphique 17).

Le Canada a également affiché l'un des plus faibles déficits structurels publics en pourcentage du PIB potentiel parmi les pays du G7 pour l'exercice 2021-2022 (graphique 20 à la page 7). Le FMI définit le solde budgétaire structurel comme le solde des administrations publiques corrigé des variations conjoncturelles et ajusté en fonction des éléments non structurels au-delà du cycle économique ([FMI, 2022](#)). Il vise, en partie, à fournir une indication de l'orientation à moyen terme de la politique

GRAPHIQUE 19
Le Canada a l'un des plus faibles déficits budgétaires bruts du G7

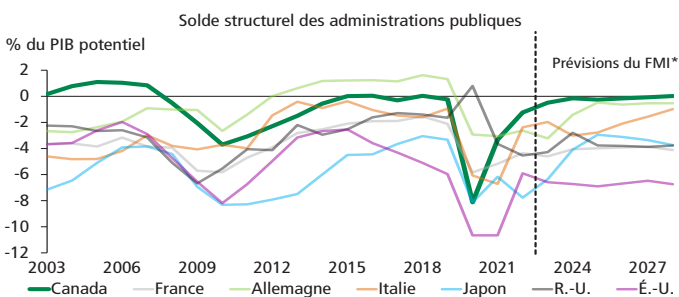


*Les données de 2022 sont une prévision pour les États-Unis, la France et le Japon et une estimation pour tous les autres pays.
Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

budgétaire. Comme dans le cas de la dette des administrations publiques, cette estimation tient compte des déficits structurels de tous les paliers de gouvernement. Fait important, après s'être considérablement élargi pendant la pandémie, le déficit structurel du Canada devrait avoir diminué sensiblement à mesure que l'économie se redressait. Et le FMI prévoit que le Canada affichera les déficits structurels les plus faibles du G7 au cours des prochaines années.

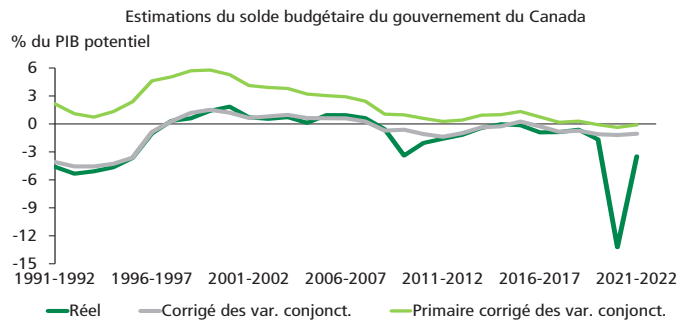
Bien que les estimations du déficit structurel au niveau provincial soient rares, le ministère des Finances du Canada publie une estimation utile du déficit structurel du gouvernement fédéral dans ses [tableaux de référence financiers annuels](#). Il en ressort que les déficits budgétaires fédéraux corrigés des fluctuations du cycle économique et des mesures ponctuelles ont été beaucoup plus faibles ces dernières années que ne le laisse supposer le déficit global (graphique 21). Cela signifie que la taille des déficits fédéraux pendant la pandémie n'était pas injustifiée compte tenu de l'ampleur de la récession économique. Toutefois, comme l'économie canadienne est actuellement aux prises avec une demande excédentaire, le gouvernement fédéral doit impérativement s'efforcer de réduire au minimum les soldes budgétaires corrigés des variations conjoncturelles.

GRAPHIQUE 20
Le Canada a l'un des plus faibles déficits structurels du G7



*Les données de 2022 sont une prévision pour les États-Unis, la France et le Japon et une estimation pour tous les autres pays.
Sources : Fonds monétaire international et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 21
On estime que le déficit structurel fédéral est faible



Sources : Finances Canada et Desjardins, Études économiques

Mythe no 7 : Les nouvelles dépenses des budgets de 2023 sont toutes inflationnistes.

Certaines des nouvelles dépenses annoncées le sont, mais assurément pas toutes.

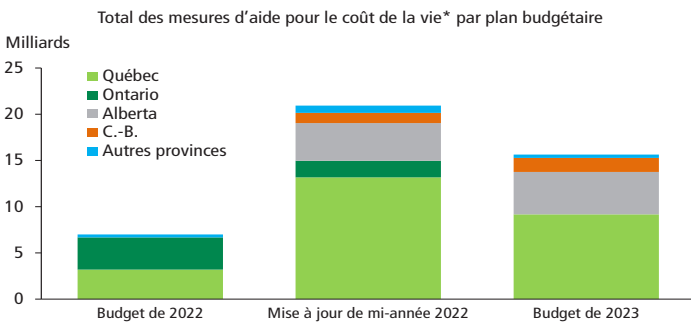
Prenons le budget fédéral de 2023. Une grande partie des nouvelles dépenses a été consacrée aux soins de santé, aux soins dentaires et à la transition énergétique, ce qui n'est pas susceptible de stimuler l'inflation à court terme. En effet, les multiplicateurs budgétaires associés à ce type de mesures sont relativement faibles (tableau 1), ce qui ne donne que peu d'élan supplémentaire au PIB réel, à l'emploi, aux salaires et, en fin de compte, à l'inflation. La modification du crédit de TPS pour un nouveau remboursement sur l'épicerie pourrait avoir une plus grande incidence sur l'inflation par dollar dépensé. Mais l'effet devrait tout de même être mineur étant donné que la mesure est modeste, ciblée et limitée dans le temps. Nous avons en effet estimé que celle-ci ajoutera moins de 0,1 point de pourcentage à l'inflation mesurée par l'IPC en 2023. Le gouvernement fédéral a par ailleurs annoncé qu'il augmentait les impôts des particuliers à revenu élevé, des institutions financières et des multinationales canadiennes, ce qui devrait avoir un effet désinflationniste. Les réductions de dépenses prévues, si elles se concrétisent, devraient

TABEAU 1
Les multiplicateurs budgétaires laissent croire que les dépenses fédérales auront peu d'effet sur l'inflation

\$, incidence sur le PIB réel	Multiplicateurs budgétaires par type de mesure				
	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5
Mesures d'investissement dans le logement	1,0	1,1	1,3	1,5	1,6
Mesures d'investissement dans les infrastructures	0,9	1,0	1,2	1,3	1,5
Mesures d'investissement dans les entreprises	0,7	0,8	0,9	1,0	1,1
Mesures pour les ménages à revenu modeste ou faible	0,8	1,0	1,2	1,3	1,3
Mesures relatives à l'impôt sur le revenu des particuliers	0,2	0,5	0,7	0,9	1,0
Mesures relatives à l'impôt sur le revenu des sociétés	0,1	0,3	0,4	0,5	0,5

¹ Dette représentant les déficits accumulés incluant les autres éléments du résultat global.
Sources : Directeur parlementaire du budget et Desjardins, Études économiques

GRAPHIQUE 22
Les provinces ont réduit leurs mesures d'aide pour le coût de la vie, sauf le Québec



* Comprend les estimations pour l'exercice en cours et les exercices futurs.
 Sources : Documents budgétaires provinciaux et Desjardins, Études économiques

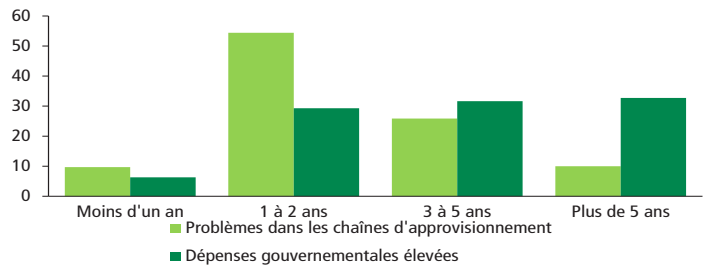
également avoir un effet compensatoire sur les nouvelles dépenses.

En raison de leur caractère généralisé, certaines politiques mises en œuvre au niveau provincial risquent encore d'enflammer la demande des consommateurs (graphique 22). Mais nous sommes quelque peu encouragés par la tendance qui se dessine vers des mesures plus modestes et ciblées. Nous l'avons souligné dans nos analyses des [mises à jour de mi-année](#) et des [budgets provinciaux de 2023](#). Bien sûr, il y a quelques exceptions. Par exemple, les baisses d'impôt dans les fourchettes d'imposition inférieures pourraient très bien stimuler la demande des consommateurs ayant des revenus plus élevés. Ces mesures devraient néanmoins aider également les ménages à revenu modeste qui sont les plus touchés par l'inflation.

Si l'ampleur des effets sur l'inflation des récentes dépenses fédérales et provinciales est débattue par les économistes, leur direction ne l'est pas. Les effets seront inflationnistes, ne serait-ce que marginalement. Les Canadiens et les Canadiennes semblent avoir assimilé ce message, comme en témoigne la plus récente [Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada pour le premier trimestre de 2023](#) de la Banque du Canada. On y constate que les consommateurs croient que les dépenses gouvernementales plus élevées auront une incidence plus durable sur l'inflation que les problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement (graphique 23). Ainsi, quelle que soit l'incidence réelle de leurs mesures budgétaires sur l'inflation, les gouvernements devraient être conscients des effets qu'elles auront sur les anticipations d'inflation et sur la tâche de la Banque du Canada, qu'elles pourraient rendre plus difficile.

GRAPHIQUE 23
Selon les consommateurs, les importantes dépenses publiques contribueront à maintenir l'inflation élevée

À quel moment croyez-vous que les problèmes suivants cesseront d'avoir une incidence sur l'inflation?



Sources : Banque du Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Les mythes entourant les finances publiques sont bien vivants au Canada. Cela s'explique en partie par les difficultés passées aux chapitres du déficit et de l'endettement, lesquelles font encore aujourd'hui partie de notre ADN national. Mais certaines déclarations présentées comme des faits ne sont guère plus qu'une campagne de peur, parfois portée par d'anciens généraux restés pris dans de vieilles batailles.

La vérité est que le Canada se trouve dans une situation financière très enviable à l'échelle mondiale et qu'il n'est pas sur le point de connaître une crise de viabilité de sa dette. Et même si la taille de la fonction publique a augmenté considérablement par rapport à ce qu'elle était avant la COVID-19 (et qu'on peut douter que les citoyens en retirent des avantages), cela ne signifie pas en soi que nous sommes sur le point de connaître un effondrement financier. Il est temps de tous commencer à travailler à partir des mêmes données et de laisser les prophéties sur l'apocalypse fiscale du Canada aux auteurs de fiction.